

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 574 du 16.03.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Middle East Monitor : Sondage européen sur le conflit en Palestine.

1 Dossier

1-1 Menachem Klein : Maintenant : Israël ne pourra faire usage de la force face au prochain soulèvement palestinien.

1-2 Aya Kaniuk & Tamar Goldschmidt : Comment recruter des informateurs palestiniens...

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Les citoyens d'une ville des Etats Unis refusent que leurs policiers aillent suivre un stage à Tel Aviv...

2-2 USA: une association réclame le droit d'afficher des pubs anti-israéliennes.

2-3 Brian P. Nanos : Un séjour en Israël se transforme en problème posé en conseil municipal.

3 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

3-1 New Orient News : Les révolutions arabes contre Israël et les Etats-Unis

3-2 Julien Salingue : Un colonialisme de peuplement.

4 Annexe

4-1 Gilad Atzmon : Un projet unique dans l'histoire.

Tiré a part

Middle East Monitor : Sondage européen sur le conflit en Palestine.

Un sondage européen révèle un décalage massif entre les gouvernements et les populations sur le conflit en Palestine et une désillusion massive au sujet d'Israël.

Le Centre d'études Al-Jazeera, en collaboration avec le Middle East Monitor (MEMO) et le European Muslim Research Centre (EMRC) de l'Université d'Exeter ont mené une étude commune en janvier 2011 pour évaluer les perceptions britanniques et européennes sur le conflit en cours Israël/Palestine. Aucune étude importante de ce type n'a été entreprise au niveau européen depuis octobre 2003, lorsqu'une enquête conduite par la Commission européenne révélait qu'environ 60% des Européens considéraient Israël comme la plus grande menace à la paix mondiale.

Cette dernière recherche de l'institut de sondage gouvernemental ICM et de l'unité de recherche sociale a été menée dans six grands pays européens : Grande-Bretagne, France, Espagne, Pays-Bas, Allemagne et Italie. Voici quelques-unes des conclusions principales :

1. A peine 10% des Européens pensent que leur pays doit soutenir **Israël** plus que les Palestiniens ; alors que près de quatre fois plus, 39%, sont en désaccord.
2. Une nette majorité d'Européens, 58%, est opposée à une modification du droit qui faciliterait les visites en Europe des dirigeants accusés de crime de guerre ; seuls 10% sont d'accord pour faire de tels changements. Plus intéressant, au Royaume-Uni, où cette question fait l'objet de débats virulents, les Conservateurs se sont engagés à modifier la loi alors que seul 7% de la population soutient ce changement. C'est le pourcentage le plus bas en Europe. Il faut noter que 2.000 personnes ont été interrogées au Royaume-Uni, avec une marge d'erreur de 2%. Pourtant, le gouvernement est déterminé à pousser de l'avant cette décision impopulaire.
3. 34% pensent qu'**Israël** n'est PAS une démocratie, alors que moins de la moitié, 45%, pensent que c'est une démocratie. En Italie et en Espagne, 41% pensent qu'**Israël** n'est pas une démocratie.
4. 65% estiment qu'**Israël** ne traite PAS tous les groupes religieux de la même manière, seuls 13% pensent qu'il le fait.
5. 45% des Européens pensent que le Hamas devrait faire partie du processus de paix, seuls 25% pensent qu'il doit en être exclus. Au Royaume-Uni, 44% veulent que le Hamas soit intégré, et seuls 19% sont contre. Il est intéressant de noter qu'une enquête récente du Institute for Jewish Policy Research sur l'opinion des Juifs britanniques montrait que 52% approuvaient des négociations avec le Hamas dans le processus de paix.
6. 50% estiment que critiquer **Israël** n'est pas antisémite, alors que 12% considèrent que c'est antisémite.

Le rapport complet, intitulé "Perceptions de l'opinion publique européenne sur le conflit **Israël**/Palestine" sera diffusé le dimanche 13 mars et sera disponible sur le site MEMO.

Pour plus d'informations, contacter le docteur Hanan Chehata (bureau de presse) au +44 (0)20 8838 0231 ou +44 (0) 7822 138 997.

Le Middle East Monitor (MEMO) est un institut de recherche médiatique indépendant créé au Royaume-Uni en 2009 pour promouvoir une couverture juste et exacte sur les questions du Moyen Orient, et en particulier sur la question palestinienne dans les médias occidentaux.

Website: <http://www.middleeastmonitor.org.uk>

Source : [Middle East Monitor](#)

Traduction : MR pour ISM

1 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Menachem Klein : Maintenant : Israël ne pourra faire usage de la force face au prochain soulèvement palestinien.

Ndlr :La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information.

La Paix Maintenant condamne le massacre à l'arme blanche de cinq membres d'une même famille, dont un bébé de trois mois, qui a eu lieu ce week-end dans la colonie d'Itamar en Cisjordanie. Une fois de plus, les extrémistes tentent de reprendre la main.

Sans solution politique le calme apparent ne saurait perdurer et l'immobilisme ne peut que prélude à de nouvelles flambées de violence. C'est, entre autres, ce sur quoi veut attirer l'attention Menachem Klein, professeur de Sciences politiques à l'université Bar-Ilan, ancien conseiller d'Ehud Barak pendant les négociations de Camp David et co-rédacteur de l'accord de Genève.

Il explique, dans cet article rédigé le 8 mars dernier, que les Palestiniens pourraient être tentés de suivre l'exemple des Tunisiens et des Égyptiens en lançant une révolte civile face à laquelle les Israéliens auront le plus grand mal à réagir.

Il y a urgence à proposer des initiatives politiques pour éviter que le pire ne devienne possible.]

Si le Sud-Soudan et le Timor Oriental sont devenus indépendants avant les Palestiniens, c'est que quelque chose ne tourne vraiment pas rond. Comment peut-on comparer, tant au plan religieux qu'international, le statut de ces pays à celui de la Palestine ? Voilà ce que doit penser tout Palestinien qui fait le bilan des pertes et profits de son peuple depuis les accords d'Oslo.

Les soulèvements contre des rois, des sultans et des présidents régnant en autocrates en Afrique du Nord et dans le monde arabe suscitent un certain malaise chez les Palestiniens : comment se fait-il que, dans tous ces pays, le peuple remporte de tels succès contre des régimes d'oppression et qu'eux-mêmes restent sous la coupe de l'occupation israélienne qui dicte à Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, ce qu'il doit faire et ne pas faire ?

Quelles conclusions les Palestiniens peuvent-ils tirer de l'agitation qui secoue actuellement le monde arabe ? Le salut ne viendra pas des États-Unis, qui ne soutiennent pas Mahmoud Abbas malgré toutes les concessions qu'il a faites. Les documents récemment publiés par *Al Jazeera* ont révélé jusqu'où il était prêt à aller dans les négociations avec Israël ; pourtant il n'a reçu aucun soutien de la part de Washington.

Et, comme si cela ne suffisait pas, les États-Unis ont opposé un *veto* décisif à une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU condamnant la colonisation. Ceci malgré le fait que par le passé – après que Netanyahu eut posé de sérieux problèmes à Washington et étendu les colonies à Jérusalem et en Cisjordanie, mettant ainsi un terme au processus de paix – les États-Unis eux-mêmes ont sévèrement critiqué la colonisation.

Les événements de ces dernières semaines montrent que Washington est prêt à soutenir les soulèvements non-violents de la société civile, plutôt que les concessions diplomatiques. Or, dans le passé, Mahmoud Abbas a fermement rejeté des propositions émanant de divers milieux et visant à organiser un soulèvement non-violent massif.

De hauts fonctionnaires de l'Autorité palestinienne et du Fata'h ont pris des mesures pour contenir les mouvements de protestation qui ont lieu chaque semaine à Bil'in et dans d'autres villages de Cisjordanie. Ils se méfient non seulement de l'apparition de rivaux politiques, mais aussi de dérapages violents, qui ne pourraient que faire du tort à la cause palestinienne, comme cela s'est effectivement produit lors de la seconde intifada. En cas de confrontation brutale, le rapport de force jouerait en faveur d'Israël, qui a ainsi tout intérêt à provoquer de tels dérapages afin d'en profiter pour écraser les Palestiniens.

Mais la situation a maintenant changé. Le modèle positif qu'offre l'insurrection non-violente qui a éclaté dans tout le monde arabe, la retenue dont ont fait preuve les insurgés, pourraient suggérer aux Palestiniens que c'est la bonne méthode pour obtenir des changements historiques. Si les Israéliens répriment brutalement les manifestations palestiniennes, ils apparaîtront aux yeux de l'opinion comme des émules de Kadhafi ou d'Ahmadinedjad.

On sent un grand malaise dans la rue palestinienne. Les gens ont été profondément déçus par le déroulement du processus de paix et par l'attitude d'Israël et des États-Unis. La société palestinienne possède l'infrastructure technologique qui, en d'autres pays, a joué un rôle moteur dans les manifestations de masse - internet, téléphones portables, antennes paraboliques. L'« élan générationnel », qui a tenu un grand rôle en Égypte, est prêt à entrer en jeu : la société palestinienne comporte une majorité de jeunes gens dont l'avenir est bloqué par l'occupation. La seconde intifada et la répression exercée avec une poigne de fer par Israël ont modelé l'adolescence de ceux qui ont aujourd'hui entre 20 et 30 ans, et constitué leur premier contact avec la politique. Les soldats, les colonies, les points de contrôle et les restrictions de circulation font depuis longtemps partie de leur vie quotidienne. Il ne manque plus qu'une étincelle pour mettre le feu aux poudres. Déjà, la catastrophe s'écrit sous nos yeux.

Menachem Klein

Traduction Georges Tugenne pour La Paix Maintenant

<http://www.lapaixmaintenant.org/article2115>

Ha'aretz, le 8 mars 2011

<http://www.haaretz.com/print-edition/opinion/israel-can-t-use-force-against-the-next-palestinian-uprising-1.347811>

1-2 Aya Kaniuk & Tamar Goldschmidt : Comment recruter des informateurs palestiniens...

Vous avez besoin d'un permis pour aller à Amman faire soigner votre cancer ?

Pas de problème. Travaillez pour nous et vous l'aurez.

Checkpoint de Qalandiya, Palestine occupée

Vous voulez aller étudier en Égypte ?

Rendre visite à votre sœur mourante en Arabie Saoudite ?

Sortir de prison ?

Arrêter d'être battu ?

Faire une seule année de prison au lieu de dix ?

Avoir droit de rejoindre votre famille en Israël ?

Vivre avec vos enfants ? Être soigné dans le seul endroit où on peut vous sauver la vie ?

Garder votre carte d'identité magnétique ?

Votre permis de travail ?

Pas de problème ! Vous nous aidez et on vous aidera.

Et ça continue comme ça indéfiniment ; Dans tous les coins et recoins, Israël se livre à son crimes le plus sinistre et le plus furtif : le recrutement de collaborateurs. Tous les Palestiniens sont sur la liste noire, tous sont coupables, sauf s'ils acceptent de dire "oui" au "capitaine". Ils sont sur la liste noire, quoiqu'ils aient fait ou pas fait, ils n'ont droit à rien a priori afin qu'ils soient dans l'obligation d'acheter n'importe quel droit naturel. Au prix fort. Au prix de la trahison.

Vous voulez accompagner votre bébé malade à l'hôpital Hadassah ? Pas de problème, dit "le capitaine" qui est en fait un officier du Shabak (les services secrets/de sécurité). Il vous suffit de dire : "Je suis d'accord pour vous dire qui jette des pierres dans mon village, qui a reconstruit sa maison après qu'elle ait été démolie, je vais vous donner autant de noms que vous voulez, que les personnes soient coupables ou non, cinq ou dix, autant que vous voulez" et alors vous pourrez accompagner votre bébé à l'hôpital et le guérir. Et avoir de l'argent pour lui acheter à manger, et faire la triple vaccination. Vous avez dit non ? Alors au revoir. C'est vous qui décidez. Et le bébé ? que fait-on pour lui ?

Il ne tient qu'à vous de décider de le sauver. Aidez-nous, nous vous aiderons.

Le droit de vivre, le droit de travailler, d'être soigné, de recevoir une éducation - ne vont pas de soi sous l'occupation israélienne. Ils sont conditionnels. Ce sont des produits d'échange. Tout se négocie. Vous pouvez choisir de ne pas recevoir de balles de revolver, de ne pas voir votre maison démolie, d'avoir le droit d'étudier, de travailler, de recevoir des soins médicaux même à l'intérieur d'Israël. Il vous suffit de dire ce tout petit mot "oui". Oui, je vais travailler pour vous.

Et c'est ainsi que derrière les checkpoints qui sont démontés et remontés, démontés et remontés, derrière les routes réservées uniquement aux Juifs, derrière le vol de terre institutionnalisés, les meurtres commis à l'aveuglette, la famine instituée, l'humiliation, le nettoyage ethnique perpétré au grand jour, on trouve une bombe raffinée qui est prête à détruire le peuple palestinien. C'est une bombe invisible. Son impact est inconnu. Et on n'en parlera pas. Ou presque pas. Car ceux qui disent "oui" aux forces d'occupation ne l'avoueront jamais. Personne ne le saura. Ce ne sera pas répertorié. Et cette bombe - le recrutement de collaborateurs - est activée dans l'endroit qui précisément devrait être protégé même sous l'occupation : dans l'espace civil. Cet espace qu'Israël, selon les conventions qu'il a signées, est supposé faciliter. Ces mêmes besoins civils qu'une population même sous occupation a le droit de voir satisfaits, et non bafoués. Et qui selon les déclarations officielles d'Israël sont satisfaits.

Là dans l'administration civile se trouve cette terrible bombe. Là où tous les besoins s'entrecroisent. C'est là que la vraie occupation est à l'oeuvre. Là se trouvent les vrais checkpoints qui ne font que croître avec le temps. Là, le vrai mur s'étend et s'approfondit. Là, les ténèbres glaciales et cyniques qui n'ont pas de limites et dont les émissaires sont les agents du Shabak : "Capitaine Zakai" ou "Moussa" ou Tomer", tous ont de faux noms bien sûr. Inconnus ou connus sous un nom d'emprunt, ils attendent toutes les requêtes des civils pour les refuser ou donner leurs conditions. D'une voix douce en offrant une tasse de café, une cigarette, ils prononcent, avec une extrême courtoisie, les mots monstrueux : Pas de problème, il vous suffit de travailler pour nous.

Et si la réponse qu'il donne à ces mots est "non", le Palestinien mourant retournera mourir chez lui, ou ne verra pas sa soeur mourante, ou n'ira pas étudier ni travailler ni voir ses enfants. Ou bien il dira "oui" je vais travailler pour vous et ainsi j'aurai un permis de travail et le droit de faire une chimiothérapie en Cisjordanie occupée parce qu'ici il n'y a tout simplement pas d'infrastructure adéquate parce qu'Israël l'interdit, et puis je mourrai quand même. Car derrière le "oui" il y a le précipice énorme et profond du non retour. Ce n'est pas le début mais la fin. Ce qui l'attend c'est la mort, l'ostracisme, la malédiction et le remords. Tout cela, ils le savent depuis le commencement, mais parfois ils l'oublient dans des moments de désespoir et de faiblesse, tous ces bons Palestiniens qui répondent "oui" à une question à laquelle il est si difficile de résister.

Et pour ce crime, ce crime invisible, silencieux et diabolique, qui consiste à obliger des personnes normales et bien intentionnées à traverser le point de non retour en trahissant leur propre peuple, Israël portera éternellement le sceau de l'infamie.

Nous avons (sur le site, NdT) beaucoup de récits de Palestiniens qui ont dit "non" aux capitaines du Shabak et payé un lourd tribut. Muawiya a dit "non" et a perdu son travail. Eyad a dit "non" et a été séparé de ses enfants. Faisal - pour dire "non" - a failli se suicider. Leur histoire est l'histoire de l'occupation, depuis qu'elle a commencé jusqu'à aujourd'hui.

Aya Kaniuk & Tamar Goldschmidt

vendredi 4 mars

Note :

* Le site [Mahsanmilim](http://mahsanmilim.com), créé par deux juives israéliennes, s'est donné pour mission de recueillir des témoignages, articles, vidéos, films et récits sur l'occupation israélienne afin de donner une voix aux victimes palestiniennes silencieuses et niées en tant que telles. Pour en savoir plus : <http://mahsanmilim.com/WhoAreWe.htm>

2_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Les citoyens d'une ville des Etats Unis refusent que leurs policiers aillent suivre un stage à Tel Aviv...

Il y a dans le monde deux villes connues qui portent le nom de Cambridge. L'une se trouve en Angleterre et l'autre aux Etats Unis. Outre leur nom, ces villes ont en commun d'abriter de prestigieux établissements universitaires.

C'est la Cambridge des Etats Unis qui m'intéressera ici. Non, pas pour son université car je ne crois pas reprendre des études avant longtemps, mais pour son conseil municipal qui a vu défiler un certain

nombre de citoyens venus protester contre la participation de membres des forces de sécurité de la ville à des voyages de formation dans l'entité sioniste.

Ces voyages sont organisés par l'Anti Defamation League dont la vocation initiale est la lutte contre l'antisémitisme (et parfois le racisme tout court) mais qui semble aussi s'intéresser au champ de l'anti terrorisme et de la formation des policiers dans ce domaine.

Curieux, non?

Ce sont 34 citoyens en tout qui se sont présentés à la séance du conseil municipal, un chiffre modeste mais que le journal dont est tiré l'article semble trouver considérable. A aucun moment il n'est fait mention du rôle d'une quelconque association antisioniste, pro boycott ou autre dans la mobilisation de ces habitants dont certains connaissent manifestement de très près l'entité sioniste.

Quoi qu'il en soit, il n'y a aucun doute que ces citoyens venus protester sont des plaideurs remarquables et nous démontrent que oui, il existe une Amérique juste et solidaire, que oui, des Américains parviennent à échapper aux entreprises de décervelage du lobby sioniste et des mass media. Et que peut-être cette Amérique peut grandir et apporter au monde autre chose que le « choc et l'effroi » ou la spéculation.

Notons quand même qu'aux Etats Unis, cette information n'est pas allée plus loin que la presse locale (imaginez si ça avait été un défilé pour protester contre un stage, je sais pas moi, en Egypte?

au Yémen?

à Bahrein?

en Arabie Saoudite?)

Mercredi 9 Mars 2011

2-2 USA: une association réclame le droit d'afficher des pubs anti-israéliennes.

Une association de Seattle (Etat de Washington, ouest des Etats-Unis), qui s'est vu refuser par les autorités le droit d'afficher sur les bus de la ville des panneaux dénonçant les crimes de guerre d'« Israël » à Gaza, a annoncé lundi son intention de porter plainte.

La Campagne de sensibilisation au Moyen-Orient à Seattle (SMAC) entend protester contre la décision d'un juge ayant refusé d'obliger les autorités du comté de King, dont dépendent les transports, à afficher sur les bus des panneaux payés par SMAC où l'on peut lire: "CRIMES DE GUERRE D'ISRAEL: voilà où vont vos impôts".

Le SMAC avait payé 1.800 dollars en décembre pour faire installer ces publicités sur 12 bus, pour "protester contre la promesse des Etats-Unis de verser 30 milliards de dollars d'aide militaire à « Israël » sur la prochaine décennie".

L'association voulait faire coïncider le lancement de sa campagne publicitaire avec l'anniversaire du début de la guerre israélienne de 22 jours contre « Israël », le 27 décembre 2008.

Cette guerre avait coûté la vie à plus de 1.400 palestiniens, dont des femmes et des enfants.

Les panneaux avaient provoqué une polémique à Seattle, même s'ils n'avaient finalement pas été installés, sur ordre des responsables du comté.

La puissante Association américaine des libertés civiles (ACLU), estimant que le droit à la liberté d'expression avait été bafoué, avait déposé une plainte en référé devant un tribunal fédéral.

Mais le 18 février, un juge a refusé de leur donner satisfaction.

Kathleen Taylor, qui représente l'ACLU dans l'Etat de Washington, a affirmé pour sa part: "Il est bien triste que le comté baptisé King en hommage à Martin Luther King Jr. ne puisse assurer le droit d'exprimer des idées controversées".

Le SMAC a assuré qu'il ne renoncerait pas et qu'il déposerait une nouvelle plainte.

Wendy Dore, porte-parole de la Fédération juive de la région de Seattle, a assuré que son organisation était satisfaite de la dernière décision de justice. "La question n'est pas tant celle de la liberté d'expression que de savoir si ces publicités constituent une menace potentielle", prétend-elle.

08/03/2011

<http://www.almanar.com.lb>

2-3 Brian P. Nanos : Un séjour en Israël se transforme en problème posé en conseil municipal.

Ce lundi, de nombreux habitants de Cambridge ont critiqué le voyage de l'an dernier en Israël sponsorisé par l'Anti Defamation League pour que des agents des forces de l'ordre étudient des stratégies contre le terrorisme.

A la fin de l'an dernier, une délégation de 16 cadres des services de sécurité de villes du nord est des Etats Unis – dont le chef de la caserne des pompiers de Cambridge, Gerard E. Mahoney, et le surintendant adjoint de la police de Cambridge, Paul Ales – s'étaient rendus en Israël pour observer les stratégies et tactiques de ce pays en matière de lutte anti terroriste.

Sur les 34 citoyens qui sont venus s'exprimer à la réunion du conseil municipal de Cambridge, 25 ont fait part de leur désapprobation de la participation à ce voyage d'agents des forces de sécurité.

A l'ordre du jour de la réunion du conseil municipal ce lundi, la conseillère Marjorie Decker avait joint une instruction observant que le commissaire de police Robert Haas avait décrit un voyage semblable en 2009 comme « pas particulièrement utile. » L'instruction demandait à Bob Healy, directeur de l'administration de la ville, d'enquêter sur raison d'être et sur le contenu des deux voyages.

Decker a critiqué Healy pour ne pas avoir parlé du voyage aux élus de la ville.

« Le fait est que nous avons eu une audience à ce sujet il y a deux ans, » déclare Decker. « Le directeur sait parfaitement que c'était un important motif de préoccupation pour certains d'entre nous au conseil. »

Le conseiller Tim Tooney a utilisé son droit statutaire pour différer une décision sur la motion. Selon un argumentaire détaillé distribué par un porte parole de l'Anti Defamation League, cette organisation a demandé à ses partisans d'appeler les conseillers municipaux pour demander un report du vote.

Avant la motion, néanmoins, des habitants de Cambridge – dont beaucoup ont gardé le souvenir de leurs propres voyages en Israël – ont attendu leur tour pour faire part de leur désapprobation des pratiques policières israélienne et de l'étude de ces pratiques par la police de Cambridge.

Alan Meyers, un habitant de Cambridge, dit avoir été « profondément perturbé » par ce voyage.

« Ce que par euphémisme Israël appelle de l'antiterrorisme consiste pour l'essentiel à agresser une population civile désarmée et sans défense, » dit-il. « C'est une mécanique d'oppression qui convient dans un Etat policier, ce que notre ville n'est pas, selon moi. Du moins pas encore. »

Kathy Roberts a qualifié le voyage de « problématique ». Gerald Bergman a demandé aux conseillers de « sortir de leur torpeur et de mettre un terme à ce voyage. » Martin Felderman a affirmé que ce voyage donne une légitimité à des « pratiques auxquelles les citoyens de Cambridge se sont toujours opposés. »

Et David Stanley avait sa propre théorie sur la raison du voyage: « Tout ce que j'ai pu trouver c'est: est-il vrai que Cambridge envisage d'envahir et d'occuper, d'annexer et de vendre des parties de Somerville – peut-être le secteur entre Union Square et Davis Square? » a-t-il demandé au conseil municipal.

« Parce que si nous devons faire ça, alors il serait parfaitement logique d'apprendre comment fonctionne la police israélienne. Si nous devons faire ça, nous devrions exproprier des gens, expulser des gens, nous devrions démolir leurs maisons. »

Sean Martin, le porte parole de l'ADL, a fourni au Cambridge Chronicle une réponse écrite et argumentée point par point à ces allégations. Le texte observe que le conseil municipal n'a pas contacté l'ADL pour obtenir des informations et qualifie l'organisation « d'une des plus grandes des organisations de notre nation dans la lutte contre la haine, pour la promotion de l'inclusion et le maintien de la sécurité dans nos villes ».

« Comme ses homologues Américains, la police israélienne doit tenir un juste milieu entre la prévention du terrorisme et du crime et le respect des droits et des valeurs d'une nation démocratique, » déclare l'ADL.

Brian P. Nanos, Wicked Local Cambridge (USA)

3 mars 2011

traduit de l'anglais par Djazaïri

3-1 New Orient News : Les révolutions arabes contre Israël et les Etats-Unis

Extrait

Israël et l'impasse des Etats-Unis

Les Etats-Unis et les Européens ont lancé une intense campagne de relations publiques et une série de conférences sur la démocratie à l'adresse de l'opinion publique arabe dans le but d'améliorer leur image après les révolutions tunisienne et égyptienne qui ont renversé deux de leurs principaux amis, Zine al-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, qui ont été pendant des décennies de fidèles serviteurs de Washington et d'Israël. Mais comble de l'ironie, dans le même temps, les Etats-Unis ont opposé leur veto au Conseil de sécurité à un projet de résolution condamnant la poursuite de la colonisation juive dans les territoires palestiniens. En parallèle à ce veto, le président Barack Obama lançait des menaces contre l'Autorité palestinienne si elle insistait à recourir au Conseil de sécurité pour obtenir une résolution dénonçant la colonisation ou réclamant la reconnaissance d'un Etat palestinien, en dépit des concessions illimitées présentées par l'Autorité palestinienne depuis les accords d'Oslo. Le fait que l'empereur de l'Amérique menace une Autorité faible, dont les Israéliens craignent l'évaporation après la chute de Hosni Moubarak, son principal soutien depuis des décennies, est regrettable. Barack Obama, président d'une grande puissance, montre ses muscles devant une Autorité qui craint d'être balayée par la colère populaire pour avoir, justement, appliqué à la lettre pendant des années les instructions des Etats-Unis et d'Israël, sous le parrainage du régime égyptien. Un régime dont les rescapés semblent incapables de s'opposer à la fibre révolutionnaire d'un peuple déterminé à empêcher toute tentative de réanimation de l'ancien système à travers un changement de visages. Par millions, les Egyptiens sont descendus dans la rue, vendredi 18 février, pour réaffirmer leurs revendications, et les principaux slogans scandés par la foule exigeaient la levée du blocus imposé à Gaza.

Tous ces développements montrent qu'Israël reste au cœur des stratégies états-uniennes et occidentales dans la région, Et à chaque fois qu'il est question de l'Etat hébreu, le double langage des Etats-Unis et de l'Europe apparaît au grand jour et il n'est plus question des discours tonitruants sur la démocratie et les droits de l'homme.

La peur pour Israël et la crainte pour le plan de judaïsation de Jérusalem et de la Cisjordanie d'une simple résolution au Conseil de sécurité, et l'utilisation d'une manière excessive des menaces, lèvent le voile sur la véritable politique des Etats-Unis et de l'Occident et font tomber tous les discours sur la prétendue légalité internationale.

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) est utilisé sous l'enseigne de ce slogan car il sert les intérêts d'Israël. Washington, qui tient les fils du TSL au Conseil de sécurité, bloque en revanche la mise en œuvre des résolutions 194, stipulant le retour des réfugiés palestiniens, 242 et 338, appelant au retrait israélien des territoires arabes occupés, ainsi que de nombreuses autres résolutions.

La rue arabe, qui s'est révoltée en Tunisie, en Egypte et dans de nombreux autres pays, adhère pleinement à la culture du refus de l'occupation israélienne de terres arabes depuis 60 ans. Elle adhère encore plus à la culture du soutien à la cause palestinienne. Tant que les Etats-Unis et l'Occident considéreront qu'Israël est la prunelle de leurs yeux qu'il faut protéger à tous prix, et que les pays arabes doivent se plier à cette volonté, toute révolte qui éclatera dans le monde arabe prendra pour cible l'influence politique occidentale. Et les peuples arabes exprimeront un fort soutien aux mouvements de résistance qui ont réussi à proposer un modèle convaincant, alors que des décennies de négociations n'ont rien apporté aux Palestiniens.

Les peuples arabes ont fait preuve d'un grand éveil et ne se laisseront pas amadouer par quelques déclarations de soutien au vent de démocratie qui souffle dans la région. Ils savent que les dictatures qui les ont opprimées pendant des générations étaient soutenues, nourries, armées et chouchoutées par l'Occident et étaient les gardiennes des intérêts d'Israël. Les peuples n'ont pas la mémoire courte et n'oublient rien ! Leur attachement à la cause de la Palestine n'en sera que plus fort.

3-2 Julien Salingue : Un colonialisme de peuplement.

Past is Present : Settler Colonialism in Palestine (Londres, 5-6 mars 2011) « Le conflit israélo-palestinien est souvent décrit comme unique et exceptionnel, ne ressemblant que très peu aux autres conflits coloniaux, passés et présents. Pourtant, pour le sionisme, comme pour d'autres projets de colonialisme de peuplement comme la colonisation britannique de l'Irlande ou la colonisation européenne de l'Amérique du Nord, de l'Afrique du Sud ou de l'Australie, l'impératif est de contrôler la terre et ses ressources - et de déplacer les habitants autochtones. (...) La Conférence *Past is Present : Settler Colonialism in Palestine*, entend mettre en avant le colonialisme de peuplement comme paradigme central à partir duquel comprendre la Palestine ».

Ainsi était présentée la septième conférence annuelle [5 et 6 mars 2011] de la *School of Oriental and African Studies (SOAS) Palestine Society*, association étudiante britannique dont l'activité principale est l'organisation d'événements, politiques et universitaires, en lien avec la question palestinienne. Durant deux jours, une trentaine d'universitaires, britanniques, états-uniens, australiens, palestiniens, israéliens... ont animé diverses tables rondes : « Empire, colonialisme de peuplement et sionisme », « Une économie politique du colonialisme de peuplement », « Les répercussions du colonialisme de peuplement sur la vie indigène », etc. La SOAS Palestine Society a enregistré plus de 300 inscriptions payantes : un public composé d'étudiants, d'universitaires et de militants du mouvement de solidarité. Les intervenants (Ilan Pappé, Gilbert Achcar, Omar Bargouthi, Naseer Aruri, As'ad Ghanem, Gabriel Piterberg...) ont proposé des exposés sur des thèmes aussi variés que complémentaires : « La carte du sionisme : l'Empire britannique et le Moyen-Orient », « Le marché du travail palestinien et la politique sioniste de colonialisme de peuplement », « Nettoyage ethnique dans le Naqab : les destructions du village bédouin d'al-Araqib »... Exposés historiques, sociologiques, économiques, voire philosophiques qui, des études de cas concrets à des considérations plus théoriques et conceptuelles, ont largement démontré la pertinence et l'utilité du paradigme du « Colonialisme de peuplement » dans l'analyse du conflit opposant Israël aux Palestiniens.

« Le colonialisme de peuplement a deux caractéristiques principales. Premièrement, il est gouverné par une logique d'élimination. Les colons viennent pour rester. Leur mission première n'est pas d'exploiter les autochtones mais de les remplacer. Deuxièmement, l'invasion n'est pas événementielle, mais structurelle. Au-delà de la violence fondatrice de l'expropriation territoriale, les autochtones qui ont survécu sont soumis à une variété de stratégies au moyen desquelles la société coloniale cherche à les éliminer », selon les termes de Patrick Wolfe, chercheur en Histoire à l'Université La Trobe (Australie). D'après lui, le paradigme du colonialisme de peuplement, habituellement utilisé pour les Etats-Unis et l'Australie, peut également s'appliquer à Israël. Pour Wolfe, le sionisme n'est pas seulement « un autre racisme » ou « une autre forme de colonialisme » : « le sionisme porte en lui l'élimination des autochtones ».

Une logique d'élimination que l'on a retrouvée dans nombre des interventions de la Conférence : politiques de nettoyage ethnique dans le Néguev (intervention de Mansour Nsarra) ; confiscation, lors de la Nakba, du patrimoine culturel des Palestiniens de Jérusalem-Ouest (Gish Amit) ; stratégie d'inclusion de terres /exclusion des Palestiniens (Gilbert Achcar)... Une logique qui porte néanmoins son lot de contradictions : le statut des Palestiniens d'Israël, victimes de discriminations mais alibi démocratique (As'ad Ghanem), ou les aléas de l'exploitation économique des Palestiniens, révélatrice des désaccords entre projet sioniste et besoins du capital israélien (Shir Ever).

Changer de cadre conceptuel

Il est bien évidemment impossible de résumer ici l'ensemble des communications, qui seront bientôt en ligne sur le site de la SOAS Palestine Society, tant elles étaient riches et variées. Les intervenants se sont retrouvés sur plusieurs points : la pertinence du cadre conceptuel du colonialisme de peuplement souligne la faiblesse, voire l'inopérabilité, des paradigmes dominants dans la recherche universitaire sur la question palestinienne.

Ainsi en va-t-il de l'approche en terme de « conflit de légitimité », qui entend appréhender le « conflit » opposant Israël au Palestinien comme une lutte entre deux nationalismes représentant les aspirations de deux peuples. Peut-on en effet tracer un trait d'égalité entre, d'un côté, le nationalisme d'une société coloniale et d'un Etat conquérant et, de l'autre, le nationalisme d'un peuple opprimé et dépossédé ? De même, l'approche en termes de « peacebuilding », qui s'est largement développée durant les années 90, dans la foulée de la signature des Accords d'Oslo, a montré ses limites : le « processus de paix » ne s'est avéré être, à l'épreuve des faits, que la poursuite de l'occupation et de la colonisation par d'autres

moyens. Comment, dans de telles conditions, continuer à raisonner dans un cadre théorique qui se focalise sur la « résolution pacifique du conflit » sans reposer la question de la nature du conflit et de ses formes actuelles ?

Les questions posées ne concernent pas seulement le champ académique. Les approches que nous venons d'évoquer sont en effet à l'image des perceptions diplomatiques dominantes, qui conduisent nombre de pays à refuser de se confronter aux faits et à tenter de ranimer des « solutions politiques » qui ont pourtant largement démontré leur inanité. De la non-reconnaissance de la victoire du Hamas en janvier 2006 à l'aveuglement face à la fuite en avant d'Israël, tout indique que les chancelleries, notamment occidentales, largement influencés par les universitaires mainstream, tentent désespérément de soumettre la réalité aux concepts, et non l'inverse.

Nombre d'intervenants de la Conférence de Londres l'ont souligné : la réalité s'impose à nous, et il s'agit d'en tirer les conclusions, théoriques et pratiques. L'Autorité palestinienne (AP), qui s'est de fait substituée à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), est intégrée structurellement au dispositif d'occupation et joue un rôle de « subcontractor », de « sous-traitant » de certaines des tâches anciennement dévolues aux autorités militaires israéliennes. Comme l'a très justement fait remarquer Mouin Rabbani, dans une intervention sur les forces de sécurité de l'AP, « l'ironie fondamentale de l'expérience palestinienne est que le mouvement national palestinien, qui avait réussi par le passé à empêcher l'émergence d'institutions servant d'intermédiaires à l'administration israélienne, a engendré, avec l'Autorité palestinienne, l'un des sous-traitants coloniaux les plus efficaces et les plus malléables de l'histoire ». Certains, dont Ilan Pappé, ont même suggéré de rebaptiser la « Palestinian National Authority » (PNA) en « Palestinian Zionist Authority » (PZA), avec une ironie toute relative.

Même si elle n'était pas au cœur de la Conférence, la question de « l'Etat palestinien aux côtés d'Israël » a été posée à de multiples reprises. Et de nouveau, les conférenciers ont été unanimes : il n'y aura pas d'Etat palestinien indépendant. Au-delà des raisons conjoncturelles (disparition des bases matérielles de « l'Etat indépendant » en raison de la digestion de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est par Israël, position des Etats-Unis et de l'Union Européenne, divisions au sein du mouvement national palestinien...), ce sont les raisons structurelles qui ont été mises en avant : le sionisme, colonialisme de peuplement, porte en lui la négation des droits des Palestiniens. Il est en ce sens illusoire d'imaginer la possibilité d'un « partage » ou d'un compromis acceptable entre les droits des Palestiniens et la survivance de l'Etat d'Israël tel qu'il s'est constitué au milieu du 20ème Siècle. La décolonisation de la Palestine implique une désionisation de l'Etat d'Israël : tant que ce dernier prétendra être « l'Etat des Juifs », il n'y aura pas de solution juste et donc durable. Etat unique ? Confédération avec la Jordanie ? Etat laïque et démocratique ? Etat binational ? Sur les solutions à long terme, les approches divergent. Mais, chacun l'aura compris, les intervenants se sont accordés pour dire que la solution des deux Etats avait fait long feu, pour des raisons théoriques et pratiques.

Théorie et pratique

La table ronde qui concluait l'événement a donné lieu à une discussion essentielle, qui a traversé les deux jours de la Conférence. Quel lien entre le travail universitaire, la requalification théorique et conceptuelle de la question palestinienne, et l'action pour le changement ? Les intervenants n'ont en effet à aucun moment caché la dimension de facto militante de leur participation à la Conférence. Aucun d'entre eux n'a revendiqué une pseudo-neutralité qui, dans des situations où le déséquilibre dans les rapports de forces est aussi flagrant que dans le conflit opposant Israël aux Palestiniens, équivaut à un accompagnement, conscient ou non, des mécanismes de domination. L'engagement intellectuel n'est pas incompatible avec la rigueur scientifique, et même avec l'objectivité telle que Paul Ricoeur la définit dans Histoire et vérité : « L'objectivité ici doit être prise en son sens étymologique strict : est objectif ce que la pensée méthodique a élaboré, mis en ordre, compris et ce qu'elle peut ainsi faire comprendre ». « Comprendre le monde pour le changer », c'est-à-dire offrir aux organisations et associations militantes des outils théoriques, des analyses rigoureuses, tout en reconnaissant l'apport de ces groupes au champ de la recherche universitaire : une relation dialectique, un enrichissement mutuel, fait d'échanges, de critiques et d'initiatives communes. Nombre d'intervenants l'ont souligné : les révolutions dans le monde arabe sont l'expression de bouleversements profonds, qui ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur la question palestinienne. Des changements d'ampleur sont en cours, il est d'autant plus urgent d'être armé théoriquement pour pouvoir les comprendre et, dans le respect de l'indépendance

de la décision des populations concernées, construire une solidarité utile et efficace avec les peuples en lutte.

Le peuple palestinien est de ceux-là. Il ne peut donc y avoir d'étanchéité entre le champ universitaire « spécialiste de la question palestinienne » et le champ militant « en solidarité avec les droits des Palestiniens ». Diverses propositions ont émergé, dont celle d'Ilan Pappé : rédiger, dans l'esprit de la Conférence, un dictionnaire, un lexique de la question palestinienne, destiné à être largement diffusé, mettant à contribution universitaires de diverses disciplines et activistes. Le cadre d'analyse du « colonialisme de peuplement » n'a pas vocation à être un simple moyen de décrire la situation, mais bel et bien un outil pour la transformer. Comme les organisateurs l'ont écrit :

« Cette conférence ne se contente pas de montrer qu'il est possible de comprendre la Palestine grâce à une analyse comparée des colonialismes de peuplement. Elle cherche également à briser les cadres [d'analyse] qui enserment la Palestine, à réintégrer le mouvement palestinien au cœur d'une histoire universelle de la décolonisation, et à imaginer de nouvelles voies pour la résistance palestinienne, la solidarité et la lutte commune ».

A quand une initiative du même type en France ?

Plus d'informations sur le site de la SOAS Palestine Society : <http://www.soaspalsoc.org/default.html>
9 mars <http://www.juliensalingue.fr/articl...>

4 Annexe

4-1 Gilad Atzmon : Israël et le sionisme : Un projet unique dans l'histoire.

Entretien avec Gilad Atzmon, un artiste à la recherche du savoir vrai.

Reconnu par la critique musicale comme l'un des meilleurs saxophonistes de jazz contemporains, Gilad Atzmon n'est pas seulement un musicien accompli. Il est également reconnu par son lectorat comme une des voix les plus sincères parmi les opposants israéliens. Au cours de la dernière décennie, il a dénoncé sans relâche la barbarie de la politique de l'État d'Israël. Sa manière de voir incisive, d'aller au fond des choses, dérange les adeptes du « politiquement correct ». Couvert de calomnies par ceux qui veulent étouffer sa voix, il ne se laisse pas intimider. Il ne renoncera pas à sa liberté de parole : il s'agit de la Palestine, de la souffrance de millions d'êtres humains. Juste avant de partir pour sa tournée européenne, « *The Tide Has Changed* » (« Le vent a tourné »), avec son groupe *l'Orient House Ensemble*, il s'est entretenu avec Silvia Cattori.

Silvia Cattori : *En tant que musicien de jazz, qu'est-ce qui vous a conduit à vous servir de votre plume comme d'une arme (1) contre le pays où vous êtes né et contre votre propre peuple ?*

Gilad Atzmon : Pendant de nombreuses années, ma musique et mes écrits n'avaient pas de rapports entre eux. Je suis devenu musicien à l'âge de dix-sept ans. C'est devenu ma profession à vingt-quatre ans. Bien que je n'étais pas impliqué en politique, ni même intéressé par la politique, j'étais très opposé à la guerre impérialiste menée par Israël. Je m'identifiais en quelque sorte à la gauche. Mais par la suite, quand j'ai commencé à comprendre ce qu'était réellement la gauche israélienne, je me suis trouvé en désaccord avec tout ce en quoi elle affirmait croire. C'est alors que j'ai réalisé le crime qui se déroulait en Palestine.

Pour moi, les Accords d'Oslo ont été la fin de tout car j'ai réalisé qu'Israël ne visait pas à la réconciliation, ni même à son intégration dans la région, et qu'il rejetait complètement la cause palestinienne. J'ai compris que je devais quitter Israël. Ce n'était même pas une décision politique ; simplement, je ne voulais plus participer aux crimes d'Israël. En 1994, j'ai déménagé en Grande Bretagne et j'ai étudié la philosophie.

En 2001, lors de la deuxième Intifada, j'ai commencé à comprendre qu'Israël était l'agresseur et aussi la plus grande menace pour la paix dans le monde. J'ai réalisé l'ampleur du rôle et de l'engagement des juifs du monde entier en analysant les relations entre Israël et l'État juif ; entre Israël et le peuple juif à travers le monde ; entre les juifs et la judéité.

J'ai compris, alors, que la « gauche » juive n'était en rien différente de la « gauche » israélienne. Je dois préciser ici que je fais une distinction entre « l'idéologie de gauche » - un concept qui s'inspire de l'éthique universelle et d'une véritable vision d'égalité - et la « gauche juive », une tendance ou groupement qui est là uniquement pour maintenir des intérêts tribaux qui ont très peu, sinon rien, à voir avec l'universalisme, la tolérance et l'égalité.

Silvia Cattori : *Pensez-vous qu'il y a une contradiction entre les gens de confession juive et la gauche ?*

Gilad Atzmon : Pas du tout. Je dois expliquer ici que je ne parle jamais des juifs en tant que peuple. Je fais la distinction entre les juifs (les gens), le judaïsme (la religion) et la judéité (la culture). Dans mes écrits, je ne traite que de la troisième catégorie, à savoir la judéité.

Il faut aussi comprendre que je fais une distinction entre la « gauche juive » tribale et les gens de gauche qui, simplement, se trouvent être juifs. En effet, je serais le premier à admettre qu'il y a beaucoup de grandes personnalités de gauche et d'humanistes qui se trouvent être d'origine juive. Par contre, les juifs qui opèrent sous une « bannière juive » me paraissent être des feuilles de vigne sionistes qui sont là uniquement pour donner

l'image d'un « pluralisme juif ». En fait, lorsque j'ai saisi le véritable rôle de la « gauche juive » j'ai réalisé que je pourrais finir par me battre seul contre le pouvoir le plus puissant qui nous entoure.

Silvia Cattori : *Vous vous battez seul ?*

Gilad Atzmon : Plus ou moins seul. J'aime me battre seul ; j'assume ma responsabilité. Au fil des années, il y a eu beaucoup de tentatives pour détruire les rares parmi nous qui se sont dressés contre le « pouvoir juif ». Je me suis moi-même retrouvé en difficulté pour avoir soutenu des gens comme Israël Shamir (2) et Paul Eisen, pour avoir simplement défendu leur droit de penser librement et d'exprimer ouvertement leurs opinions et leurs idées. Je me souviens d'un de ces fameux militants « juifs de gauche » me disant : « *Écoute Gilad, quand tu éviteras Shamir on te laissera en paix* ». Ma réponse a simplement été : je ne négocie pas l'intégrité intellectuelle. Pour moi, la liberté d'expression est une règle de fer, je ne ferais jamais taire quiconque.

Dans le mouvement de libération et le mouvement de solidarité, je ne crois vraiment pas que nous ayons des intellectuels. Et pourquoi n'avons-nous pas d'intellectuels ? Parce que, au nom du « politiquement correct », nous avons réussi à détruire au sein de notre mouvement tout esprit créatif.

Ce que nous voyons là est peut-être un problème endémique de « la gauche ». Pour parler en termes généraux - ou plutôt en termes philosophiques germaniques - « la gauche » est « oublieuse de l'Être ». Au lieu de comprendre ce que signifie être dans le monde, elle essaie de nous suggérer ce qu'être dans le monde devrait être. La « gauche » a adopté un mode de prédication qui a conduit à une forme grave d'aliénation, et c'est probablement la raison pour laquelle elle a été incapable de composer avec l'Islam, de bien le comprendre, et d'en saisir la signification et le pouvoir. Et c'est pourquoi « la gauche » est absolument sans pertinence par rapport à la révolution en cours au Moyen-Orient. Comme nous le savons maintenant, « la tolérance de la gauche », s'évapore en quelque sorte quand il s'agit de l'Islam et des Musulmans. Je trouve cela très problématique.

Silvia Cattori : *Pouvez-vous expliciter en quoi la gauche est sans pertinence ?*

Gilad Atzmon : Penchons-nous sur l'actualité dans le monde arabe et musulman. Où est « la gauche » ? Pendant toutes ces années, elle nous a dit « *les gens vont se soulever* ». Mais où est la gauche maintenant ? Est-elle en Égypte ? Est-elle en Libye ou à Bahreïn ? Nous entendons parler des Frères musulmans, de la classe moyenne, des jeunes Arabes et musulmans. En fait, nous entendons parler de tout sauf de « la gauche ». Avons-nous lu une intéressante analyse de gauche sur le soulèvement régional en cours ? Pas vraiment ! Récemment, je cherchais une analyse sur le soulèvement égyptien dans un célèbre journal socialiste. J'ai trouvé un article ; je me suis alors rendu compte que les mots « Islam » et « musulman » n'apparaissent pas même une seule fois dans l'article, alors que le mot « classe » apparaissait pas moins de dix-neuf fois. Ce que l'on voit là, est en fait un exemple de la forme ultime de détachement de l'humanité, de l'humanisme et de l'humaine condition.

Mais je vais plus loin. Où est « la gauche » en Europe ? Où est « la gauche » en Amérique ? Pourquoi ne peut-elle pas se lever pour les musulmans ? Pourquoi ne peut-elle pas tisser des liens, ou faire alliance avec les millions d'immigrants musulmans, des gens qui se trouvent faire également partie de la nouvelle classe ouvrière européenne ? Je mentionnerai ici une perception qui me paraît particulièrement importante ; c'est une idée que j'ai empruntée au psychanalyste français Jacques Lacan. Lacan soutient qu'aimer peut être une manière de s'aimer soi-même au travers de l'autre.

À mon avis, la « solidarité de gauche » avec la Palestine peut être également comprise comme une manière de nous aimer nous-mêmes au détriment des Palestiniens. Nous ne voulons pas qu'ils soient musulmans. Nous leur disons d'être démocratiques pour autant qu'ils ne votent pas pour le Hamas. Nous leur disons d'être progressistes, « comme nous ». Je ne sais s'il faut qualifier cette attitude de grossière, ou tout simplement de pathétique.

Récemment, je suis tombé sur une critique trotskyste s'en prenant à mon travail. L'argument contre moi était le suivant : « *Gilad a tort parce qu'il trouve moyen d'expliquer le sionisme sans le colonialisme. Il explique l'holocauste sans le fascisme. Il explique même la récession, la catastrophe économique mondiale, sans le capitalisme* ».

Je ne pourrais pas être plus d'accord. Nous n'avons plus besoin de « politique de la classe ouvrière ». On peut se débarrasser des vieux clichés du XIXe siècle ; et le plus tôt sera le mieux. Pour expliquer pourquoi notre monde est en train de s'effondrer, nous devons juste être assez courageux pour dire ce que nous pensons, pour admettre ce que nous voyons, pour appeler un chat un chat.

En fait, je serais ravi de voir « la gauche » ressusciter. Mais, pour que cela se produise, elle doit d'abord se rappeler ce que signifient vraiment l'égalité et la tolérance, parce que, pour que « la gauche » retrouve sa signification, elle doit d'abord saisir le vrai sens de « aime ton prochain ».

Silvia Cattori : *En vous écoutant on en vient à oublier que vous êtes avant tout un musicien.*

Gilad Atzmon : La vérité est que je ne suis pas vraiment intéressé à la politique. Je ne suis pas membre d'un parti et je ne m'en soucie pas. Je ne cherche aucun pouvoir politique. Je ne suis pas intéressé par l'opposition binaire entre « gauche » et « droite », je ne me soucie pas de la dichotomie banale entre « progressiste » et « réactionnaire ». Et, avouons-le, d'un point de vue marxiste je suis associé aux forces les plus réactionnaires, parce que je soutiens les Frères musulmans, le Hezbollah, et le Hamas. Que voulez-vous de plus !

Silvia Cattori : *Vous êtes vraiment un esprit libre.*

Gilad Atzmon : C'est parce que je ne suis pas un politicien. Je suis un artiste et un musicien. C'est très simple.

Silvia Cattori : *On peine à imaginer ce que vous seriez si vous étiez resté en Israël ?*

Gilad Atzmon : Ce serait impossible à imaginer.

Silvia Cattori : *Retournez-vous en Israël ?*

Gilad Atzmon : Jamais. Je me rendrai en Terre Sainte le jour où elle sera la Palestine.

Silvia Cattori : *Êtes-vous une exception parmi les Israéliens ?*

Gilad Atzmon : C'est très intéressant. Quand il s'agit de la « gauche juive », à l'étranger, je connais très peu de juifs auxquels je peux faire confiance à ce niveau d'engagement. Ils vont toujours avec vous, mais dès que vous mettez en cause le lien tribal et leur propre rôle au sein de « l'univers juif » vous serez poignardé dans le dos. C'est très rare de rencontrer des juifs courageux, prêts à s'engager dans une réflexion approfondie sur eux-mêmes, comme Paul Eisen, Jeff Blankfort, Norman Finkelstein, Hajo Meyer et Evelyn Hecht Galinsky (3). En Israël toutefois, c'est différent. Vous avez pas mal de gens qui sont réellement courageux au-delà de ce qu'on peut imaginer. Ils mettent vraiment leur vie en jeu. Ce sont ces gens qui nous envoient des informations sur l'armée, sur des secrets militaires, sur des crimes de guerre et des noms de criminels de guerre. Il y a ainsi quelques Israéliens qui font un travail incroyable.

Silvia Cattori : *Écrire des analyses politiques et composer de la musique, est-ce votre manière de contribuer à un monde meilleur ?*

Gilad Atzmon : En ce moment, j'essaie d'établir un continuum entre la musique et l'écriture. Je crois que, contrairement à nos politiciens - qu'ils soient de droite, conservateurs, ou de gauche, et qui sont tous en quête de pouvoir - les artistes sont à la recherche de la beauté. Et je crois que c'est la beauté qui peut unir les gens. Je vais vous dire une chose sur laquelle j'ai vraiment l'intention d'écrire. Pendant des années, nos soi-disant « analystes politiques » ont parlé d'Israël en tant qu'« État colonial » et du sionisme en tant que « projet colonialiste ». Mais de quel genre de colonialisme s'agit-il ? Cette comparaison est-elle exacte ? Car si Israël est un « État colonial » alors quelle est exactement sa « mère patrie » ? À l'époque du colonialisme britannique et français, les États coloniaux maintenaient un lien très évident avec leur « mère patrie ». Il y a quelques cas dans l'histoire où l'État colonial a rompu avec sa mère patrie. Un tel événement est assez remarquable, et la Boston Tea Party (4) en est un bon exemple. Mais, pour autant que nous le sachions, il n'existe pas de « mère patrie juive » qui soit intrinsèquement liée au prétendu « État colonial juif ».

Le « peuple juif » est largement associé à l'« État juif ». Pourtant le « peuple juif » n'est pas exactement une entité souveraine autonome « matérielle ». En outre, les natifs hébraïques, juifs israéliens, ne sont liés culturellement ou émotionnellement à aucune mère patrie si ce n'est leur propre État.

Silvia Cattori : *Pourtant les plus ardents défenseurs des droits des Palestiniens, dont Ilan Pappé, qualifient Israël d'État colonial...*

Gilad Atzmon : Je crains que la plupart des militants et des universitaires ne puissent dire toute la vérité sur cette question sensible. Peut-être que personne ne peut survivre en disant la vérité. En effet, nous sommes quotidiennement terrorisés par différentes mesures de « police de la pensée ». Je suis convaincu que la plupart des chercheurs qui qualifient Israël d'« État colonial » sont pleinement conscients des problèmes enchevêtrés avec le « paradigme colonial ». Ils doivent aussi être conscients du caractère unique du projet sioniste.

Il est vrai que le sionisme présente certains symptômes qui sont synonymes du colonialisme, mais cela ne suffit pas. Le sionisme est fondamentalement un projet de « retour à la maison » basé sur la race et porté par un enthousiasme spirituel qui est en fait fantasmagorique. Il manque intrinsèquement de plusieurs des éléments « nécessaires » que comporte le colonialisme tel que nous le comprenons, et il ne peut pas être défini uniquement en termes matérialistes.

Il me semble qu'ici, nous rencontrons un problème crucial de compréhension et d'analyse au sein de notre mouvement, et dans le discours intellectuel occidental en général. Nos universitaires sont réprimés, et le savoir est réduit au silence, car dans le cadre de la tyrannie du politiquement correct, nos universitaires sont forcés de considérer d'abord les limites du discours. Ils examinent en premier lieu très soigneusement ce qu'ils sont autorisés à dire, et ensuite ils remplissent les espaces vides, en formulant des théories ou des récits.

Ce modèle est malheureusement très répandu. Pourtant, une telle approche et une telle méthode sont étrangères à ma compréhension de ce qu'est la recherche de la vérité et du savoir vrai. Il est essentiel de mentionner, à ce point, que je ne prétends pas connaître la vérité. Je dis simplement ce que je crois être la vérité. Si je me trompe, je fais bon accueil aux gens qui me le signalent.

Il m'apparaît que « la gauche » nous a fourvoyés, ainsi qu'elle-même, en décrivant le sionisme comme étant uniquement un projet colonial. La « gauche » aime le paradigme colonial car il situe parfaitement le sionisme au sein de son idéologie. Ce paradigme nous conduit également à croire que le modèle politique colonial/postcolonial apporte des réponses et même des solutions opérationnelles ; suivant le modèle colonial, nous établissons d'abord une équivalence entre Israël et l'Afrique du Sud, puis nous mettons en œuvre une stratégie anticoloniale, comme le BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).

Pourtant, bien que je soutienne pleinement toutes ces actions, ces dernières semblent, à certains égards, ne pas être entièrement efficaces. Le BDS n'a, en fait, abouti à aucun changement métamorphique dans la société israélienne. Elle a tout au plus conduit à intensifier la radicalisation au sein de la droite en Israël. Pourquoi le BDS n'a-t-il pas encore fonctionné ? La réponse est simple : c'est parce qu'Israël n'est pas entièrement une entité coloniale - comme nous entendons historiquement ce terme - et qu'il faut comprendre que son pouvoir et ses liens avec l'Occident sont maintenus par les plus puissants lobbies à travers le monde.

Donc, si la gauche veut vraiment stopper Israël, alors elle doit poser ouvertement la question du « Pouvoir juif » et de son rôle dans la politique et les médias occidentaux. Mais la gauche peut-elle le faire ? Je n'en suis pas si sûr. Revenons maintenant à d'autres aspects de la comparaison entre Israël et le modèle colonial. Israël est également très différent, par exemple, de précédents États coloniaux comme l'Afrique du Sud, parce qu'Israël met en œuvre des tactiques génocidaires. L'Afrique du Sud a bien été brutale, mais elle s'est abstenue de jeter du

phosphore blanc sur sa population autochtone. L'Afrique du Sud était un État de colons, et elle exploitait sa population autochtone ; mais elle voulait la maintenir en vie et opprimée. L'État juif, pour sa part, préférerait de beaucoup se réveiller un matin pour découvrir que tous les Palestiniens ont disparu, parce que c'est un État basé sur une idéologie talmudique raciste. Pour ceux qui ne l'ont pas encore compris, le sionisme, qui se présentait initialement comme un projet laïc, était, en fait, une tentative grossière de transformer la Bible en un registre foncier ; et une tentative de transformer Dieu en un méchant agent immobilier.

Il faut comprendre que le sionisme suit un tout autre mode politique opératoire que n'importe quel autre État colonial, et que le paradigme colonial est tout simplement incapable d'en rendre pleinement compte.

Mais voici les bonnes nouvelles. Il est assez significatif de constater que ce sont des artistes plutôt que des « intellectuels » qui, à un certain moment, ont commencé à assimiler des images de la Palestine à celles de l'holocauste juif. Ce sont des artistes qui ont été assez courageux pour juxtaposer des images d'enfants palestiniens et des images d'enfants juifs.

Silvia Cattori : *Mais peut-on vraiment comparer les deux ?*

Gilad Atzmon : Pourquoi pas ? Nous comparons là deux idéologies, deux préceptes racistes ethnocentriques. Ce sont les artistes qui sont arrivés avec cette vérité simple et essentielle. Ce sont les artistes qui ont démantelé le paradigme colonial en un seul et rapide mouvement. Apparemment, nos artistes sont bien en avance sur nos « intellectuels ».

Silvia Cattori : *Je voudrais mieux comprendre votre objection à ceux qui considèrent Israël comme un État colonial. L'Afrique du Sud par exemple, avait rompu tout lien institutionnel avec la Grande-Bretagne et s'était retirée du Commonwealth déjà dans les années soixante. Il n'y avait donc plus de « nation mère » extérieure au pays. Néanmoins la population noire combattait les « colons » qui avaient installé l'apartheid. En ce sens, ne peut-on pas considérer qu'il y a une similitude avec la lutte actuelle des Palestiniens pour leurs droits face aux colons juifs venus s'installer sur leur terre, et que cette lutte est, d'une certaine manière, une lutte contre le colonialisme ? Il est vrai que les Sud-Africains blancs n'ont pas mis en œuvre des tactiques meurtrières massives contre les autochtones. Est-ce parce que vous mettez l'accent sur ce point que vous mettez au centre le caractère unique du projet sioniste plutôt que le colonialisme ?*

Gilad Atzmon : La grande question que j'essaie de soulever ici est : pourquoi ne pouvons-nous pas développer une pensée cohérente ? Les questions liées à l'adoption du paradigme colonial ne sont évidemment qu'un exemple. Nous sommes soumis à la tyrannie meurtrière du politiquement correct.

Vous avez raison de relever que certains États coloniaux ont coupé les liens avec leurs mères patries respectives. Mais Israël n'a pas eu à couper les liens avec une mère patrie parce qu'elle n'en a jamais eu. Dans ce sens, le sionisme n'a jamais été un projet colonial. Le paradigme colonial est un leurre.

La grande question à se poser est : pourquoi « la gauche » et les juifs antisionistes s'accrochent-ils désespérément au paradigme colonial ? Et voici ma réponse :

1. c'est sécurisant ; cela fait apparaître la critique de l'État juif comme légitime ;
2. c'est porteur de l'espoir d'une solution : si Israël n'est vraiment qu'un État colonial comme tous ceux dont l'histoire nous fournit l'exemple, il finira par se fondre dans la région et devenir un État « normal ».

Vous pourriez me demander : où est le problème dans une telle approche ? Eh bien, c'est assez évident ; tout ce discours est en fait sans aucune pertinence par rapport à la maladie sioniste. C'est comme traiter un patient atteint d'un cancer du côlon avec quelques fortes pilules contre la diarrhée, simplement parce que les symptômes sont un peu similaires.

C'est actuellement, de façon assez désastreuse, le niveau du discours de notre gauche intellectuelle.

Silvia Cattori : *Mais ceux qui, au sein du mouvement de solidarité, dénoncent le « colonialisme israélien », critiquent la politique raciste d'Israël, et soutiennent le droit au retour des réfugiés, ne disent-ils pas exactement la même chose que vous ?*

Gilad Atzmon : Pour commencer, nous sommes bel et bien partie du même mouvement, et je suppose que nous sommes guidés par les mêmes intuitions éthiques. Cependant, il y a une nette différence entre nous car, ceux qui s'appuient sur le « paradigme colonial », transmettent l'idée que le projet national juif est tout à fait assimilable à la tendance nationaliste du XIXe siècle. Ce qui revient à dire que les juifs ont fêté leur « symptôme national », comme la plupart des nations coloniales européennes, et qu'ils l'ont simplement fait après les autres.

Le « paradigme colonial » est donc invoqué pour soutenir également l'idée qu'Israël est un État d'apartheid, très semblable à la plupart des autres entreprises coloniales du passé. Mon approche est totalement différente, parce que je dirais qu'Israël et le sionisme représentent un projet unique dans l'histoire, et que la relation entre Israël et l'action des lobbies juifs en Occident est également tout à fait unique dans l'histoire.

J'irais même plus loin pour dire que, si les Palestiniens sont en effet à l'avant-garde d'une bataille pour l'humanité, le fait est que nous sommes tous soumis à la politique sioniste mondiale. Selon mon modèle, l'effondrement du crédit est en fait un coup sioniste. La guerre en Irak est une guerre sioniste. Je dirais avec force que le sionisme est depuis longtemps passé de la « terre promise » du récit, à la « planète promise » du cauchemar. Je soutiens aussi qu'il serait impossible de ramener la paix dans le monde sans affronter la véritable signification de l'idéologie juive contemporaine.

Curieusement, beaucoup de ceux qui soutiennent avec enthousiasme le « paradigme colonial », ont également été très prompts à dénoncer le travail de John Mearsheimer et Stephen Walt sur le lobby israélien. Si Mearsheimer et Walt sont dans le vrai, et je pense qu'ils le sont, alors c'est le pouvoir juif que nous avons à affronter. Et c'est précisément pour nous empêcher de le faire que la « gauche juive » et l'intelligentsia juive sont là.

Silvia Cattori : *Vos points de vue sont aux antipodes de ceux d'intellectuels qui, comme Bernard-Henry Lévy, soutiennent l'expansionnisme occidental et la politique israélienne. Pour vous, c'est Israël qui est le grand danger. Ne pensez-vous pas que certains voient là un élément de provocation ?*

Gilad Atzmon : La provocation n'est pas une mauvaise chose. J'ai écrit récemment un article sur Bernard-Henry Lévy (5). Cet homme est grotesque au-delà de toute imagination. Ici aussi, en Grande-Bretagne, nous avons plus d'un « Bernard-Henry Lévy » ; ce sont des juifs qui donnent une fausse image du savoir. Et il se trouve que, intellectuellement, nous les démolissons un à un. Nous les désignons pour ce qu'ils sont. Soit dit en passant, Norman Finkelstein a fait un excellent travail concernant Dershowitz. Nous ne devrions pas en avoir peur. Je pense aussi qu'au moment où les gens n'auront plus assez d'argent pour mettre de l'essence dans leur voiture ni même pour acheter du pain, ils vont commencer à se demander qui est à blâmer. Lorsque cela se produira, l'État d'Israël et ses lobbies vont apparaître en tête de liste. Je pense que, maintenant déjà, certains commencent à le voir. Le changement sera considérable. Je pense que certains peuvent aujourd'hui lire mes écrits et, rétrospectivement, admettre que j'ai averti du danger des lobbies juifs depuis des années.

Silvia Cattori : *Qu'est-ce qui différencie Gilad Atzmon de ceux qui soulignent leur identité tribale, en disant : « moi, juif antisioniste », « nous, juifs pour la paix », etc ?*

Gilad Atzmon : C'est très simple. Pour moi, la lutte pour la paix est un combat pour une cause universelle. Pour moi, soutenir les Palestiniens est une nécessité éthique. Et si c'est une cause universelle et une nécessité éthique, je ne vois aucune raison de mener ce combat « en tant que juif », « en tant que mâle », ou « en tant que musicien de jazz ». Quand il m'arrive de croiser ceux qui se présentent comme « juifs pour la paix » et « juifs pour la justice », je me lève pour leur demander « *que voulez-vous dire exactement en vous désignant vous-mêmes comme "juifs" ? Êtes-vous croyants ?* » Quand un Thora Jew [les Torah Jews sont des juifs religieux qui s'opposent au sionisme. Ndt] dit qu'il se désigne lui-même comme juif, je sais ce qu'il veut dire. Quand ils me disent « *Nous sommes des juifs religieux et nous défendons la Palestine au nom de notre foi* », je leur dis : « *Allez-y, vous avez mon soutien* ».

Mais quand des juifs laïques me disent qu'ils travaillent pour la Palestine au nom de leurs valeurs juives, je dois leur demander : « *Quelles sont vos "valeurs juives laïques" ?* » J'ai étudié et examiné le sujet avec soin et, aussi gênant que cela puisse paraître, un « système de valeurs laïc juif », cela n'existe pas. Ceux qui se réfèrent à de telles idées mentent, trompent les gens, ou se trompent eux-mêmes.

Silvia Cattori : *Si j'ai bien compris, ceux qui se singularisent eux-mêmes comme « juifs antisionistes » ou comme « juifs pour la paix » savent que cela donne plus de poids à leur voix qu'à celle des non juifs ?*

Gilad Atzmon : Pour sûr, l'observation est pertinente. Mais, là encore, j'ai quelques réserves, parce que si je dis : « *je suis un juif pour la paix* ». et que je pense que cela suffit pour rendre ma voix plus importante que la vôtre, ce que cela signifie vraiment c'est que je suis toujours consciemment en train de célébrer ma singularité. Or, n'est-ce pas exactement le problème que nous avons avec le sionisme ? Donc, fondamentalement, l'antisionisme juif est juste une autre manifestation de la suprématie tribale juive. Il semble étrange que des militants pacifistes, qui prétendent être des gens de gauche universalistes, se retrouvent à agir au sein de cellules fondées sur la race.

Silvia Cattori : *Est-ce, consciemment, une manière d'humilier les personnes non juives ?*

Gilad Atzmon : C'est possible. Toutefois, je ne pense pas que les juifs qui succombent à la politique tribale juive soient vraiment conscients de l'effet qu'elle a sur les autres.

Silvia Cattori : *Les Israéliens qui se décrivent eux-mêmes comme ex-Israéliens, ex-juifs, sont très rares. Êtes-vous le seul ?*

Gilad Atzmon : Je pourrais bien être le seul. Cependant, je ne parle pas vraiment en tant qu'ex-juif. Je parle en tant que Gilad Atzmon. J'évite les bannières collectives. En me lisant, vous lisez ce que je pense. Vous le prenez comme tel et, soit vous êtes d'accord, soit vous n'êtes pas d'accord. Je n'ai pas besoin de drapeaux ou d'identités fantasmagiques derrière lesquelles me cacher.

Silvia Cattori : *Peu d'artistes de renom ont eu le courage de prendre parti ouvertement et fermement pour les victimes de l'oppression israélienne. Nous savons que, en général, les gens ont peur de se trouver mis sur la liste des « antisémites ». Rogers Waters a osé briser le tabou (6). David Gilmour, Robert Wyatt, ont suivi. Que dites-vous à ceux et celles qui ont encore peur de s'exprimer ?*

Gilad Atzmon : Je crois que le seul moyen de nous libérer nous-mêmes est de commencer à parler. La seule façon de combattre est de nous exprimer ouvertement. J'ai pris ce risque et si je peux le faire, alors je pense que tout le monde peut le faire. J'ai payé le prix en ce sens que ma carrière a un peu souffert, et que je gagne moins d'argent. Mais je peux me regarder avec fierté.

Silvia Cattori : *À ceux qui affirmeraient que vos positions politiques sont, disons, « borderline », que répondez-vous ?*

Gilad Atzmon : Je ne sais pas vraiment ce que « borderline » signifie. Pendant des années, j'ai été confronté à des tentatives sans fin pour me faire taire. Mais elles se sont toutes révélées contreproductives parce que, si tant est qu'elles aient eu un effet, les mesures répressives prises contre moi ont conduit davantage de gens à me lire, et encouragé davantage de gens à penser par eux-mêmes.

J'ai été accusé par les sionistes et les juifs antisionistes d'être un raciste et un antisémite. Or, pour leur embarras, pas un seul argument antisémite ou raciste n'a jamais été trouvé dans mes nombreux écrits. Tout au contraire, c'est une attitude antiraciste qui se trouve au cœur de ma critique de la politique identitaire juive et de l'idéologie juive. Cela fait dix ans que j'écris et, pendant toutes ces années, on pouvait lire la note suivante sur mon site web : « *Si vous trouvez quelque chose de raciste ou d'antisémite dans mes écrits, faites-le moi savoir. Je présenterai mes excuses et je le retirerai immédiatement* ». Et personne n'a jamais signalé quoi que ce soit.

Comme je l'ai déjà dit, je fais la distinction entre les juifs (le peuple), le judaïsme (la religion) et la judéité (l'idéologie). Je suis contre l'idéologie juive - pas contre le peuple juif ou le judaïsme. Si cela fait de moi un « cas limite », alors je vais devoir vivre avec ça.

Silvia Cattori : *Votre voix aide à comprendre ce qu'est vraiment Israël. D'une façon générale, traiter ce sujet n'est pas une chose facile. Néanmoins, les journalistes ne devraient-ils pas prendre davantage leurs responsabilités en exposant les jeux de pouvoir qui ravagent le Moyen-Orient ? Quelles ont été, à cet égard, les responsabilités des médias occidentaux ?*

Gilad Atzmon : Je vais être très honnête avec vous. Les médias occidentaux ont complètement démerité. Les médias occidentaux nous ont trahis. Ils n'ont pas réussi à comprendre que la Palestine n'est pas si loin de notre « paradis occidental ». Ils n'ont pas réussi à voir que nous sommes tous des Palestiniens. Que les Palestiniens sont à la pointe du combat contre le mal. Et que nous combattons exactement dans la même bataille car nous sommes tous confrontés au même ennemi. Ce qui est arrivé aux États-Unis avec l'effondrement du crédit, et qui a évolué en crise économique, est le résultat direct de la politique sioniste mondiale.

Les États-Unis investissent l'argent de leurs contribuables dans le maintien de l'État juif. Ils ont engagé leur peuple dans une guerre pour « sauver Israël ». De ce fait, nous sommes tous confrontés à un désastre financier. Et, au moment où nous parlons, les masses arabes se soulèvent. Elles veulent se libérer et elles veulent qu'il soit mis immédiatement fin à l'emprise politique sioniste. Ce que l'on voit maintenant en Égypte, en Libye, à Bahreïn, au Yémen, est là comme un avertissement à nous tous. Nous pourrions voir bientôt la même chose se dérouler à Berlin, Paris, Londres, Madrid, Barcelone, et New York City, parce que nous sommes tous confrontés au même ennemi.

Silvia Cattori : *Je me demande si vos lecteurs comprennent ce que vous entendez quand vous parlez de « sionisme » et de « sionisme mondial ».*

Gilad Atzmon : C'est en effet un point crucial. Cela vous paraîtra difficile à croire, mais même les Israéliens ne comprennent pas ce qu'est le sionisme. Le sionisme est la croyance que les juifs - comme tous les autres peuples - devraient pouvoir célébrer leur droit à une patrie, et cette patrie est Sion, la Palestine. Même si cette idée semble presque innocente, elle est enchevêtrée avec des questions éthiques très problématiques, parce que le sionisme s'est transformé en réalité politique sous la forme d'un État juif, construit entièrement aux dépens du peuple palestinien victime d'un nettoyage ethnique et de la violence. En outre, au fil des années, l'État juif s'est servi de très puissants lobbies et think tanks dans nos capitales occidentales. Ces organismes s'emploient à promouvoir les intérêts sionistes mondiaux tels que la confrontation sans fin avec l'Islam et le monde musulman. Alors qu'à ses débuts, le sionisme se présentait comme une promesse de racheter tous les juifs de la diaspora par le biais de leur installation sur la « terre promise », au cours des trois dernières décennies le sionisme a changé à certains égards ses objectifs. L'État juif préfère en effet que certains des juifs de la diaspora restent exactement où ils sont de façon à pouvoir faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour le bien de ce qu'ils interprètent comme leurs intérêts juifs.

Le rôle des lobbies juifs, comme l'AIPAC, J-street (USA) et les Conservative Friends of Israel (Grande Bretagne), est beaucoup plus avantageux pour Israël que n'importe quelle vague d'immigration juive en Palestine ne pourrait l'être. Cette transformation de la pensée sioniste marque un glissement du plan local au plan mondial et, de ce fait, le sionisme ne devrait plus être perçu uniquement comme la demande d'un foyer juif dans la « terre promise ». Il devrait bien plutôt être saisi comme une opération mondiale, à la recherche d'un refuge pour les juifs à l'échelle de la « planète promise ».

Les Israéliens, et leurs alliés, savent très bien pourquoi ils promeuvent l'Islamophobie. Mais qu'est-ce que l'Islamophobie ? Que sert-elle et qui sert-elle ? Elle sert les intérêts capitalistes centrés sur le sionisme. L'Islamophobie est le vrai visage de la Hasbara (la propagande israélienne). Elle sert à assurer que la « guerre de survie » d'Israël soit en fait une guerre de l'Occident.

C'est évidemment fallacieux, et pour le bien des intérêts occidentaux, s'éloigner immédiatement d'Israël serait la juste chose à faire.

Silvia Cattori : *Quand situez-vous l'émergence de l'Islamophobie et quelle en a été la cause ?*

Gilad Atzmon : Historiquement, elle a probablement pris naissance dans les années soixante-dix, peu après la crise de l'énergie. Je pense que, dès 1973, on pouvait clairement détecter les premiers signes d'une forme politique et institutionnelle moderne d'antipathie à l'égard des musulmans alors que l'opinion publique occidentale commençait à réaliser le rôle stratégique du Moyen-Orient. Le glissement vers une « culture populaire antimusulmane » a été encore exacerbé par le succès des « Versets sataniques » de Salman Rushdie. Je dirais que depuis les événements du 11 septembre 2001, l'opinion publique occidentale a été aspirée dans une explosion de violence antimusulmane. Je n'oublierai jamais Ehud Barak interviewé ce jour là, déversant sa bile et des accusations islamophobes dans toutes les émissions de télévision occidentales. Pour les agitateurs de la propagande israélienne, le 11 Septembre a représenté la preuve de l'idéologie commune qui lie Israël et les Goyim (non juifs) occidentaux.

Je voudrais encore ajouter ceci concernant l'Islamophobie. Je me suis aperçu il y a quelque temps que l'acceptabilité générale de certaines minorités peut toujours se mesurer par la popularité - ou l'impopularité - de ceux de ses membres « qui ont la haine d'eux-mêmes » (« self-haters ») (7). La popularité grandissante des « self-haters » musulmans, dans les années 1970-90, pouvait suggérer que la vague des sentiments anti-islamiques allait déferler sur nos côtes. De même, l'animosité vis-à-vis des « self-haters » juifs dans la dernière décennie confirmait le succès et l'influence des lobbies juifs dans les médias et la politique. Je suppose que

l'augmentation de ma popularité indique que le vent a résolument tourné. On peut certainement anticiper une vague de ressentiment à l'égard d'Israël.

Silvia Cattori : *Votre liberté de ton fascine. Vous ne supportez pas qu'une vérité soit « dite à moitié ». N'est-ce pas ?*

Gilad Atzmon : Je pense que c'est une bonne façon de le dire. J'ai développé une allergie sévère aux manipulations et aux récits trompeurs. Comme je l'ai dit précédemment, je ne prétends pas connaître la vérité. Mais je suis assez efficace pour détecter les mensonges, les stratagèmes et les diversions. En tant que philosophe, je suis aussi efficace pour soulever des questions et déconstruire des incohérences. Je suis intrigué par les militants qui, autour de nous, croient que nous pouvons battre le sionisme en esquissant quelques récits fantasmatiques de résistance. Je crois honnêtement que la recherche de la vérité et une totale ouverture finiront par prévaloir. Si vous voulez comprendre la popularité croissante de mes écrits - et je crois qu'elle l'est - c'est qu'au lieu de me livrer à des jeux politiques j'essaie vraiment d'aller au fond des choses. J'essaie de comprendre ce qui fait avancer le sionisme et lui sert de carburant : Israël, le lobbying juif, les guerres expansionnistes des néoconservateurs, et même l'antisionisme juif.

Je suppose que maintenant, vous vous rendez compte que j'identifie l'idéologie juive - plutôt que les juifs ou le judaïsme - comme étant au cœur de ces préceptes et opinions politiques.

Silvia Cattori : *Merci.*

[1] Gilad Atzmon, est né en Israël en 1963. Il réside aujourd'hui à Londres. Voir son [site web](#).

[2] En France, on voit le même phénomène. Des responsables de l'Union Juive pour la Paix notamment, accusent, depuis 2004, d'antisémitisme et de négationnisme toute personne qui donne la parole à l'écrivain israélien Israël Shamir, et ils interviennent pour faire censurer ses écrits qui disent bien des vérités dérangeantes.

[3] Voir : *Ce que j'ai dit à Stuttgart* sur [Info-Palestine](#), par Gilad Atzmon, info-palestine.net, 22 février 2011 (et [l'original en anglais](#))

[4] La Boston Tea Party est le nom de la révolte politique contre le Parlement britannique qui a eu lieu à Boston en 1773. Le Tea Act, promulgué par le gouvernement britannique autorisait la Compagnie anglaise des Indes orientales à vendre du thé aux colonies sans payer les taxes. Ce qui provoqua la colère des Américains. Des Bostoniens montèrent à bord des navires et jetèrent les caisses de thé à la mer. Cet événement symbolique annonça la guerre d'indépendance américaine.

[5] Voir : *Lévy, le philosophe français* sur [Info-Palestine](#), par Gilad Atzmon, 10 février 2011.

[6] Voir : *Roger Waters, homme et artiste d'exception*, par Silvia Cattori, [silviacattori.net](#), 26 juillet 2010.

[7] L'expression « Self-hating Jew » (« juif qui se hait lui-même ») a été largement utilisée pour stigmatiser les juifs qui manifestaient leur opposition à la politique d'Israël, avec une connotation péjorative laissant même entendre qu'ils pouvaient avoir des penchants « antisémites ».

jeudi 3 mars 2011 -

Gilad Atzmon - Silvia Cattori

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19